

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation - Définitions	40
4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
4-2 Les comptes des communes	43
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
4-4 Les comptes du secteur communal	45
4-5 Les comptes des départements	46
4-6 Les comptes des régions	47
4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	49

PRÉSENTATION

En 2013, le budget des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre atteint 233,6 milliards d'euros. Le secteur communal totalise près de 57 % de ces dépenses avec 132,5 milliards d'euros. Les budgets des départements et des régions s'élèvent respectivement à 72,4 et 28,7 milliards d'euros.

La croissance des dépenses de fonctionnement s'avérant, comme en 2012, plus rapide que celle des ressources, l'épargne brute de ces collectivités locales se dégrade par rapport à l'exercice précédent. Elle s'élève à 29,3 Md€ en 2013, en baisse de 5,5 % après le repli de 4,9 % déjà observé en 2012. Cette baisse de l'épargne brute concerne tous les niveaux de collectivités, même si elle est particulièrement sensible pour les départements.

Les dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) ont chuté en 2010, après le plan de relance de 2009. Elles ont augmenté depuis pour atteindre 58,3 Md€ en 2013, en progression de 5,4 % par rapport à 2012. Cet effort d'investissement est largement porté par les dépenses d'équipement du secteur communal, en partie liées au cycle électoral. Les recettes d'investissement hors emprunts s'élèvent à 21,0 Md€ en 2013, en hausse de 2,6 % sur un an.

Les ressources propres des collectivités (épargne brute et recettes d'investissement hors emprunts) peuvent financer 86 % de leurs opérations d'investissement. Ce taux de couverture, en retrait pour tous les niveaux de collectivités, est en baisse de 7 points par rapport à 2012. L'augmentation de la dette (4,2 Md€) et les prélèvements nets sur leur trésorerie (à hauteur de 4 Md€) permettent aux collectivités de compléter le financement de leurs dépenses d'investissement. Fin 2013, le taux d'endettement, qui correspond au ratio « dette / recettes de fonctionnement », atteint 71,7 %. S'il progresse pour tous les niveaux de collectivités, son niveau est particulièrement élevé pour les régions (88,7 %).

Fin 2013, le stock de dette des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre, dont le rythme de croissance progresse un peu moins vite qu'en 2012, atteint 137,0 milliards d'euros.

La déclinaison, pour 2013, des principaux ratios financiers obligatoires prévus par le CGCT fournit des éléments de comparaison pour chaque collectivité locale (voir définitions des ratios financiers p. 41).

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport de l'Observatoire des finances locales, Les finances des collectivités locales en 2014, juillet 2014.

« Synthèse du rapport 2014 de l'Observatoire des finances locales », Bis n°103, juillet 2014.

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs.

Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs.

Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFIP).

Tous ces documents sont disponibles sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS

► **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

► **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêt.

► **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.

► **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

► **Les ratios financiers obligatoires** : pour les communes de 3500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

A noter : Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

► **Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Pour les communes et groupements de communes, les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 2 = Produit des impositions directes / population** : recettes du compte 731 (hors fiscalité reversée pour les départements et les régions).

► **Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

► **Ratio 4 = Dépenses d'équipement / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) et 45 (opérations pour comptes de tiers, si la présentation comptable de la collectivité le permet, ce sont plus précisément les comptes 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement), 457 (opérations d'investissement sur voirie communale effectuées par un groupement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat) qui doivent être pris en compte. Pour les communes et groupements de communes, les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

► **Ratio 5 = Dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

► **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

► **Ratio 7 = Dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

► **Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées, les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement.

► **Ratio 10 = Dépenses d'équipement / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Pour les communes et les groupements, les dépenses liées à des travaux en régie sont ajoutées aux dépenses d'équipement.

► **Ratio 11 = Dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

LES COMPTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	214,23	212,82	219,38	226,37	233,63
Recettes totales	215,15	215,10	221,81	227,41	229,67
Dépenses totales hors remboursements de dette	202,19	200,81	206,95	213,31	220,83
Recettes totales hors emprunts	195,85	199,04	205,93	209,48	212,84
Dépenses réelles de fonctionnement	145,51	148,78	152,95	158,03	162,55
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	141,42	144,87	148,69	153,53	158,04
● dont achats et charges externes	28,10	28,54	29,16	30,01	30,89
● dont personnel	50,30	51,74	53,00	54,90	56,62
● dont transferts versés	58,13	59,96	61,71	63,69	65,36
Recettes de fonctionnement (2)	172,05	178,88	185,50	189,02	191,84
● dont impôts et taxes	102,58	108,63	110,74	113,47	115,67
– impôts locaux**	70,25	73,24	69,54	72,00	75,33
– autres impôts indirects et taxes	32,33	35,39	41,20	41,46	40,34
● dont concours de l'État	48,73	49,43	52,57	52,39	51,95
– dont DGF	40,54	40,86	40,97	41,17	41,30
– dont péréquation et compensations fiscales***	4,42	4,74	7,77	7,52	6,94
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	30,63	34,00	36,82	35,48	33,80
● intérêts de dette (4)	4,09	3,91	4,27	4,49	4,51
Épargne brute (5) = (3)-(4)	26,54	30,10	32,55	30,99	29,28
Épargne nette = (5)-remboursements	14,49	18,09	20,12	17,92	16,49
Dépenses réelles d'investissement	68,72	64,04	66,43	68,35	71,07
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	56,68	52,03	54,00	55,28	58,27
● dont subventions d'équipement	13,85	12,60	12,79	13,17	13,71
● dont équipement	39,82	36,76	38,26	39,13	41,65
Recettes réelles d'investissement	43,10	36,22	36,31	38,39	37,83
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	23,80	20,16	20,43	20,46	21,00
● dont dotations et subventions	19,26	15,18	14,89	15,28	15,49
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7)-(6)	-6,34	-1,77	-1,02	-3,83	-7,99
Variation fonds de roulement	+0,92	+2,28	+2,43	+1,03	-3,96
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	12,04	12,01	12,43	13,07	12,80
● emprunts	19,30	16,06	15,88	17,93	16,83
● emprunts - remboursements de dette	7,26	4,05	3,45	4,86	4,03
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>120,04</i>	<i>124,35</i>	<i>127,58</i>	<i>132,81</i>	<i>137,48</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	17,8%	19,0%	19,8%	18,8%	17,6%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,4%	16,8%	17,5%	16,4%	15,3%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	69,8%	69,5%	68,8%	70,3%	71,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	9,4%	8,9%	9,0%	9,3%	9,0%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter en 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

LES COMPTES DES COMMUNES

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	91,81	91,14	94,09	96,41	100,75
Recettes totales	92,57	92,41	94,95	97,18	98,37
Dépenses totales hors remboursements de dette	86,23	85,33	88,19	90,58	94,67
Recettes totales hors emprunts	85,83	86,00	88,46	89,92	91,06
Dépenses réelles de fonctionnement	62,10	62,45	63,87	65,42	67,27
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	59,88	60,41	61,67	63,15	64,99
● dont achats et charges externes	15,79	15,89	16,23	16,72	17,28
● dont personnel	31,95	32,61	33,20	34,12	35,01
● dont transferts versés	9,35	9,30	9,59	9,68	9,91
Recettes de fonctionnement (2)	72,79	74,51	77,02	78,34	79,14
● dont impôts et taxes	42,54	44,33	46,04	46,91	47,96
– impôts locaux **	28,76	29,69	30,70	31,47	32,25
– fiscalité reversée	8,25	8,66	8,94	9,03	9,46
– autres impôts indirects et taxes	5,53	5,98	6,40	6,41	6,25
● dont concours de l'État***	19,47	19,47	19,50	19,28	18,92
– dont DGF	16,56	16,49	16,39	16,43	16,40
– dont péréquation et compensations fiscales***	2,51	2,59	2,71	2,65	2,33
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	12,91	14,11	15,35	15,19	14,15
● intérêts de dette (4)	2,22	2,04	2,19	2,27	2,29
Épargne brute (5) = (3)-(4)	10,69	12,07	13,16	12,92	11,87
Épargne nette = (5)-remboursements	5,11	6,25	7,26	7,08	5,78
Dépenses réelles d'investissement	29,72	28,70	30,22	30,99	33,48
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	24,13	22,88	24,33	25,16	27,40
● dont subventions d'équipement	1,37	1,31	1,31	1,51	1,46
● dont équipement	21,40	20,31	21,75	22,59	24,87
Recettes réelles d'investissement	19,78	17,90	17,93	18,84	19,23
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	13,04	11,49	11,44	11,58	11,92
● dont dotations et subventions	10,21	8,03	7,88	8,27	8,44
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-0,40	+0,68	+0,27	-0,65	-3,61
Variation fonds de roulement	+0,76	+1,27	+0,86	+0,77	-2,38
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	5,59	5,82	5,90	5,84	6,09
● emprunts	6,74	6,41	6,49	7,26	7,31
● emprunts - remboursements de dette	1,16	0,59	0,59	1,42	1,23
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>58,61</i>	<i>59,29</i>	<i>59,93</i>	<i>61,44</i>	<i>62,91</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	17,7%	18,9%	19,9%	19,4%	17,9%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,7%	16,2%	17,1%	16,5%	15,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	80,5%	79,6%	77,8%	78,4%	79,5%
Annuité / recettes de fonctionnement	10,7%	10,5%	10,5%	10,4%	10,6%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les versements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

LES COMPTES DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	34,61	35,67	37,46	39,37	41,14
Recettes totales	35,18	36,02	38,23	40,04	40,59
Dépenses totales hors remboursements de dette	33,05	34,10	35,92	37,63	39,37
Recettes totales hors emprunts	32,70	33,91	35,57	36,66	38,00
Dépenses réelles de fonctionnement	25,08	26,04	27,00	28,18	29,41
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	24,48	25,48	26,36	27,50	28,73
● dont achats et charges externes	5,13	5,39	5,51	5,77	5,97
● dont reversements fiscaux	8,69	8,84	8,97	8,94	9,35
● dont personnel	5,00	5,39	5,77	6,27	6,72
● dont transferts versés	4,62	4,87	5,05	5,39	5,51
Recettes de fonctionnement (2)	29,20	30,81	32,08	33,23	34,46
● dont impôts et taxes	18,72	20,21	20,07	21,07	22,09
– impôts locaux**	14,64	15,91	15,83	16,64	17,77
– autres impôts indirects et taxes	4,07	4,29	4,24	4,43	4,32
● dont concours de l'État	7,30	7,61	8,80	8,74	8,75
– dont DGF	6,48	6,78	6,92	7,06	7,19
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,78	0,80	1,84	1,65	1,52
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	4,72	5,34	5,71	5,72	5,73
● intérêts de dette (4)	0,60	0,56	0,64	0,67	0,69
Épargne brute (5) = (3)-(4)	4,12	4,77	5,07	5,05	5,05
Épargne nette = (5)-remboursements	2,57	3,20	3,54	3,31	3,28
Dépenses réelles d'investissement	9,53	9,63	10,45	11,19	11,72
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	7,98	8,06	8,92	9,45	9,96
● dont subventions d'équipement	1,22	1,44	1,51	1,65	1,81
● dont équipement	6,01	5,87	6,57	6,94	7,20
Recettes réelles d'investissement	5,99	5,20	6,15	6,81	6,13
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	3,50	3,10	3,49	3,44	3,54
● dont dotations et subventions	2,62	2,32	2,49	2,45	2,54
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-0,36	-0,19	-0,35	-0,97	-1,36
Variation fonds de roulement	+0,58	+0,35	+0,77	+0,66	-0,54
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	1,55	1,57	1,54	1,74	1,77
● emprunts	2,49	2,10	2,66	3,37	2,59
● emprunts - remboursements de dette	0,93	0,54	1,12	1,63	0,82
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>17,47</i>	<i>18,19</i>	<i>19,28</i>	<i>21,20</i>	<i>22,06</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	16,2%	17,3%	17,8%	17,2%	16,6%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,1%	15,5%	15,8%	15,2%	14,6%
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	59,8%	59,0%	60,1%	63,8%	64,0%
Annuité / recettes de fonctionnement	7,4%	6,9%	6,8%	7,3%	7,1%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

LES COMPTES DES COMMUNES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	117,74	117,98	122,58	126,85	132,54
Recettes totales	119,07	119,59	124,21	128,28	129,62
Dépenses totales hors remboursements de dette	110,59	110,59	115,15	119,26	124,69
Recettes totales hors emprunts	109,84	111,08	115,06	117,64	119,72
Dépenses réelles de fonctionnement	78,49	79,65	81,90	84,66	87,34
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	75,67	77,05	79,07	81,71	84,37
● dont achats et charges externes	20,92	21,28	21,73	22,49	23,25
● dont personnel	36,95	37,99	38,97	40,39	41,73
● dont transferts versés	13,97	14,17	14,65	15,07	15,42
Recettes de fonctionnement (2)	93,30	96,49	100,13	102,63	104,25
● dont impôts et taxes	53,01	55,88	57,17	58,95	60,59
– impôts locaux**	43,40	45,60	46,53	48,11	50,02
– autres impôts indirects et taxes	9,60	10,27	10,64	10,84	10,57
● dont concours de l'État***	26,77	27,08	28,30	28,02	27,67
– dont DGF	23,04	23,27	23,31	23,49	23,60
– dont péréquation et compensations fiscales***	3,29	3,39	4,55	4,30	3,85
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	17,63	19,44	21,06	20,91	19,88
● intérêts de dette (4)	2,82	2,60	2,83	2,95	2,97
Épargne brute (5) = (3)-(4)	14,81	16,84	18,23	17,97	16,91
Épargne nette = (5)-remboursements	7,67	9,46	10,80	10,39	9,06
Dépenses réelles d'investissement	39,25	38,33	40,68	42,19	45,20
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	32,11	30,94	33,25	34,61	37,35
● dont subventions d'équipement	2,59	2,76	2,81	3,16	3,27
● dont équipement	27,42	26,18	28,33	29,53	32,07
Recettes réelles d'investissement	25,77	23,10	24,08	25,65	25,37
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	16,54	14,59	14,93	15,02	15,47
● dont dotations et subventions	12,83	10,35	10,37	10,72	10,98
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-0,75	+0,49	-0,08	-1,62	-4,97
Variation fonds de roulement	+1,34	+1,62	+1,63	+1,43	-2,92
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	7,14	7,38	7,43	7,58	7,85
● emprunts	9,23	8,51	9,15	10,63	9,90
● emprunts - remboursements de dette	2,09	1,13	1,71	3,05	2,05
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>76,09</i>	<i>77,47</i>	<i>79,21</i>	<i>82,64</i>	<i>84,97</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	18,9%	20,2%	21,0%	20,4%	19,1%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,9%	17,5%	18,2%	17,5%	16,2%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	81,5%	80,3%	79,1%	80,5%	81,5%
Annuité / recettes de fonctionnement	10,7%	10,4%	10,3%	10,3%	10,4%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations «communes» et «groupements à fiscalité propre» ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

4-5 Les comptes des départements

LES COMPTES DES DÉPARTEMENTS

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	68,48	68,38	69,60	71,57	72,39
Recettes totales	68,30	68,81	70,37	71,26	71,82
Dépenses totales hors remboursements de dette	65,54	65,33	66,34	68,08	69,52
Recettes totales hors emprunts	61,88	63,99	66,47	67,06	67,98
Dépenses réelles de fonctionnement	51,03	52,86	54,34	56,21	57,64
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	50,26	52,06	53,47	55,26	56,71
● dont achats et charges externes	5,68	5,63	5,64	5,64	5,65
● dont personnel	10,67	10,96	11,17	11,54	11,82
● dont transferts versés	33,04	34,63	35,76	37,13	38,29
Recettes de fonctionnement (2)	57,28	60,61	63,20	63,89	64,73
● dont impôts et taxes	37,40	40,38	41,43	42,22	42,50
– impôts locaux**	21,94	22,56	18,62	19,42	20,55
– autres impôts indirects et taxes	15,46	17,82	22,81	22,80	21,95
<i>dont droits de mutation</i>	5,22	7,07	8,61	7,97	7,16
<i>dont TICPE</i>	5,78	6,19	6,53	6,54	6,47
<i>dont TSCA</i>	3,13	3,21	6,25	6,63	6,68
● dont concours de l'État	13,44	13,73	15,00	15,03	14,94
– dont DGF	12,08	12,15	12,21	12,24	12,24
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,93	1,16	2,36	2,36	2,26
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	7,02	8,55	9,73	8,62	8,02
● intérêts de dette (4)	0,77	0,80	0,87	0,95	0,93
Épargne brute (5)=(3)-(4)	6,25	7,75	8,86	7,68	7,09
Épargne nette = (5)-remboursements	3,31	4,70	5,60	4,19	4,23
Dépenses réelles d'investissement	17,45	15,52	15,26	15,35	14,75
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	14,50	12,47	12,00	11,87	11,89
● dont subventions d'équipement	5,53	4,74	4,64	4,64	4,63
● dont équipement	8,59	7,44	6,97	6,76	6,82
Recettes réelles d'investissement	11,02	8,20	7,17	7,38	7,09
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	4,59	3,39	3,27	3,17	3,26
● dont dotations et subventions	4,09	2,88	2,63	2,56	2,59
Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)	-3,66	-1,34	+0,13	-1,02	-1,54
Variation fonds de roulement	-0,18	+0,43	+0,77	-0,30	-0,57
Dépenses totales pour les collèges	4,49	4,30	4,28	4,19	4,12
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	32,05	33,68	34,89	35,98	37,12
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	2,94	3,04	3,26	3,48	2,86
● emprunts	6,42	4,82	3,90	4,21	3,84
● emprunts - remboursements de dette	3,48	1,77	0,64	0,72	0,97
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>28,25</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>	<i>32,23</i>
Ratios :					
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	12,3%	14,1%	15,4%	13,5%	12,4%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	10,9%	12,8%	14,0%	12,0%	11,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	49,3%	49,5%	48,1%	48,6%	49,8%
Annuité / recettes de fonctionnement	6,5%	6,3%	6,5%	6,9%	5,9%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

LES COMPTES DES RÉGIONS

(en milliards d'euros)

	2009	2010	2011	2012	2013*
Dépenses totales	28,01	26,46	27,21	27,96	28,70
Recettes totales	27,78	26,69	27,23	27,87	28,23
Dépenses totales hors remboursements de dette	26,06	24,88	25,46	25,96	26,61
Recettes totales hors emprunts	24,13	23,96	24,40	24,78	25,14
Dépenses réelles de fonctionnement	15,99	16,27	16,71	17,16	17,58
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)	15,49	15,76	16,15	16,56	16,97
● dont achats et charges externes	1,50	1,63	1,79	1,88	2,00
● dont personnel	2,68	2,78	2,86	2,97	3,06
● dont transferts versés	11,11	11,16	11,31	11,49	11,65
Recettes de fonctionnement (2)	21,46	21,78	22,17	22,50	22,86
● dont impôts et taxes	12,17	12,38	12,15	12,30	12,58
– impôts locaux**	4,90	5,08	4,39	4,48	4,75
– autres impôts indirects et taxes	7,27	7,30	7,76	7,83	7,82
dont cartes grises	1,92	1,92	2,08	2,11	2,04
dont TICPE	3,86	3,88	4,12	4,14	4,18
● dont concours de l'État	8,51	8,62	9,28	9,34	9,35
– dont DGF	5,42	5,45	5,45	5,45	5,46
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,20	0,20	0,86	0,86	0,84
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	5,97	6,01	6,03	5,94	5,89
● intérêts de dette (4)	0,50	0,50	0,57	0,60	0,61
Épargne brute (5) = (3)-(4)	5,47	5,51	5,46	5,35	5,28
Épargne nette = (5)-remboursements	3,52	3,93	3,72	3,35	3,20
Dépenses réelles d'investissement	12,02	10,19	10,49	10,80	11,12
Dépenses d'investissement hors remboursements (6)	10,06	8,61	8,75	8,80	9,04
● dont subventions d'équipement	5,74	5,10	5,34	5,37	5,81
● dont équipement	3,82	3,14	2,96	2,83	2,77
Recettes réelles d'investissement	6,31	4,92	5,06	5,36	5,37
Recettes d'investissement hors emprunts (7)	2,67	2,18	2,23	2,27	2,28
● dont dotations et subventions	2,34	1,95	1,89	2,00	1,92
Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)	-1,92	-0,92	-1,07	-1,18	-1,47
Variation fonds de roulement	-0,23	+0,24	+0,03	-0,10	-0,46
Dépenses totales pour l'enseignement	6,68	6,33	6,10	6,05	5,94
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	5,18	5,05	5,15	5,21	5,25
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	3,22	3,19	3,39	3,52	3,91
Évolution de la dette :					
● remboursements de dette	1,96	1,58	1,74	2,00	2,09
● emprunts	3,65	2,73	2,83	3,09	3,10
● emprunts - remboursements de dette	1,69	1,15	1,09	1,09	1,01
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>15,70</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>	<i>20,28</i>
Ratios :					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	27,8%	27,6%	27,2%	26,4%	25,8%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	25,5%	25,3%	24,6%	23,8%	23,1%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	73,2%	77,4%	81,1%	84,9%	88,7%
Annuité / recettes de fonctionnement	11,4%	9,6%	10,4%	11,5%	11,8%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP.

** Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

*** Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	992	485	1 202	356	928	237	52,6%	90,0%	29,7%	77,2%
France métropole y c. Paris	1 030	502	1 243	364	953	248	51,8%	90,1%	29,2%	76,6%
Outre-Mer	1 159	311	1 279	319	828	244	62,3%	97,0%	24,9%	64,7%
France entière	1 034	496	1 245	362	949	248	52,1%	90,4%	29,1%	76,2%
Métropole										
Moins de 3500 hab.	654	341	852	343	648	196	42,2%	84,9%	40,3%	76,1%
De 3500 à moins de 10000 hab.	949	476	1 170	373	907	213	52,6%	88,2%	31,9%	77,5%
Moins de 10000 hab.	755	387	960	353	736	202	46,6%	86,3%	36,8%	76,7%
Plus de 10000 hab. hors Paris	1 263	598	1 479	360	1 147	278	56,7%	92,8%	24,4%	77,6%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropole										
Moins de 500 hab.	610	297	816	361	523	207	32,8%	82,8%	44,2%	64,0%
De 500 à moins de 2000 hab.	627	331	813	328	639	190	42,4%	85,4%	40,3%	78,6%
De 2000 à moins de 3500 hab.	743	394	955	359	764	199	47,7%	85,6%	37,6%	80,0%
De 3500 à moins de 5000 hab.	872	450	1 089	373	866	207	50,2%	87,4%	34,2%	79,5%
De 5000 à moins de 10000 hab.	990	490	1 213	373	928	217	53,6%	88,6%	30,7%	76,5%
De 10000 à moins de 20000 hab.	1 151	549	1 375	369	970	249	56,7%	90,2%	26,8%	70,6%
De 20000 à moins de 50000 hab.	1 295	614	1 512	366	1 099	284	57,7%	91,9%	24,2%	72,7%
De 50000 à moins de 100000 hab.	1 403	646	1 624	389	1 493	309	56,9%	95,6%	23,9%	91,9%
Plus de 100000 hab. hors Paris	1 232	588	1 434	326	1 132	275	55,2%	94,0%	22,7%	78,9%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

Hors gestion active de la dette.

RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropole et communautés urbaines	795	393	980	255	870	226	26,5%	88,0%	26,0%	88,8%
Communautés d'agglomération	573	333	663	118	397	148	19,7%	90,9%	17,7%	60,0%
Syndicats d'agglomération nouvelle ⁽¹⁾	1 117	564	1 506	380	2 710	178	27,0%	90,9%	25,2%	180,0%
Communautés de communes à FPU	401	260	470	98	167	78	22,8%	88,6%	20,9%	35,6%
Communautés de communes à FA	239	133	285	77	158	30	30,1%	89,8%	27,0%	55,5%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

⁽¹⁾ Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.

Hors gestion active de la dette.

Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

4-8

RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	859	303	967	102	504	185	20,7%	93,3%	10,5%	52,1%
France métropole (y c. Paris)	860	312	965	99	486	179	20,4%	93,5%	10,2%	50,4%
Outre-Mer	1 428	209	1 542	134	487	366	22,3%	95,6%	8,7%	31,6%
France	878	309	983	100	486	185	20,5%	93,6%	10,2%	49,4%
Métropole										
Moins de 250 000 hab.	1 001	290	1 139	146	622	278	25,7%	92,3%	12,8%	54,7%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	902	291	1 026	108	533	212	22,3%	93,0%	10,6%	52,0%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	799	282	908	91	484	178	20,4%	92,6%	10,0%	53,3%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	866	321	965	101	493	170	19,7%	94,0%	10,4%	51,1%

Source : DGCL, comptes administratifs 2013.

Hors gestion active de la dette.

RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	270	79	349	24	415	101	13,6%	85,5%	6,8%	119,0%
Aquitaine	225	59	324	50	168	81	18,9%	75,4%	15,3%	51,9%
Auvergne	287	54	378	62	372	106	16,4%	85,2%	16,5%	98,3%
Bourgogne	285	66	358	26	302	102	16,3%	87,4%	7,4%	84,4%
Bretagne	224	55	315	26	132	78	19,0%	74,3%	8,3%	41,8%
Centre	254	65	343	28	230	93	17,0%	79,7%	8,1%	66,9%
Champagne-Ardenne	304	61	368	32	300	98	15,5%	101,4%	8,8%	81,5%
Corse	1 425	48	1 708	266	1 014	108	13,2%	84,8%	15,6%	59,4%
Franche-Comté	279	56	361	48	159	99	20,2%	81,4%	13,3%	43,9%
Languedoc-Roussillon	244	49	331	77	351	86	17,7%	78,3%	23,3%	106,0%
Limousin	391	48	470	28	320	155	18,6%	87,6%	5,9%	68,2%
Lorraine	284	53	345	17	377	92	18,7%	87,9%	5,0%	109,5%
Midi-Pyrénées	242	61	331	37	89	86	18,3%	79,5%	11,1%	26,8%
Nord-Pas-de-Calais	299	57	375	41	479	89	19,7%	86,7%	10,9%	127,5%
Basse-Normandie	281	53	367	33	214	80	17,0%	85,1%	9,1%	58,4%
Haute-Normandie	276	65	372	37	127	80	20,9%	76,6%	9,8%	34,0%
Pays de la Loire	210	65	294	64	312	73	16,3%	81,2%	21,7%	106,1%
Picardie	305	58	379	24	275	113	17,3%	86,0%	6,4%	72,7%
Poitou-Charentes	247	56	306	26	181	78	23,1%	85,8%	8,5%	59,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	269	61	336	29	365	82	17,4%	90,7%	8,6%	108,8%
Rhône-Alpes	257	77	316	27	261	91	14,5%	87,2%	8,5%	82,7%
Métropole sauf Île-de-France	269	61	348	38	282	89	17,5%	84,0%	11,0%	80,8%
Île-de-France	233	125	295	34	396	62	14,2%	96,2%	11,3%	134,1%
Métropole	262	73	339	37	303	84	16,9%	86,0%	11,0%	89,5%
Guadeloupe	569	28	730	231	541	37	20,4%	85,0%	31,6%	74,1%
Guyane	456	23	525	144	548	24	21,6%	93,8%	27,4%	104,3%
Martinique	546	32	638	234	452	55	26,3%	87,5%	36,7%	70,8%
Réunion	449	30	629	207	372	34	29,1%	94,1%	32,9%	59,1%
ROM	497	29	640	210	448	38	25,4%	90,4%	32,8%	69,9%
France	269	72	347	42	307	83	17,4%	86,2%	12,2%	88,4%

Source : DGFiP, comptes administratifs ; calcul DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

